

Questions orales

alimentaire pour la découvrir. Ce mois-ci, trois autres usines ont annoncé qu'elles fermaient leurs portes, soit Cobi Foods, St. Lawrence Starch et Gerber Baby Foods. Encore 500 emplois de perdus. Depuis un an, 22 de ces usines ont fermé leurs portes partout au Canada, entraînant la perte de 3 071 emplois, sans parler des emplois perdus par suite de la fermeture d'usines de transformation du poisson.

Vu les conséquences désastreuses de l'Accord de libre-échange sur l'agriculture au Canada en général et sur le secteur agro-alimentaire en particulier, le ministre va-t-il exhorter le gouvernement à se prévaloir de l'article prévoyant l'annulation de l'Accord de libre-échange avec un avis de six mois, ou va-t-il simplement continuer de fermer les yeux sur les énormes difficultés qu'éprouvent nos secteurs agricole et agro-alimentaire?

M. Mazankowski: On sait bien, monsieur le Président, que l'Accord de libre-échange sera responsable de tous les péchés d'Israël.

Une voix: Quel dindon!

M. Mazankowski: Le député s'y connaît sûrement en dindon, car ceux qui l'entourent engraisser à l'approche de Noël.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Peut-être le ministre pourrait-il terminer sa réponse.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, je m'étonne que le député de Lambton—Middlesex nous reproche de n'être guère généreux à l'égard de la collectivité agricole, alors que le député qui l'a précédé nous reprochait au contraire de l'être trop.

À l'instar de tous les autres députés, il sait sans doute que c'est le marché international qui fixe le prix des grains et que si nous voulons écouler notre production à l'étranger, nous devons l'offrir à un prix compétitif. Cela, le député devrait le savoir.

Il a parlé du secteur agro-alimentaire. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, ce secteur a connu une très bonne année. Les investissements dans ce secteur ont augmenté d'environ 15 p. 100, ils ont augmenté de 40 p. 100 dans la boulangerie, de 21 p. 100 dans la fabrication des biscuits, et de 73 p. 100 dans la transformation des viandes.

Il tient à parler des conséquences de l'Accord de libre-échange. Les sociétés Pilsbury, Canada Packers, General Foods, J.M. Schneider, M.L.M. Flour Products et C.S.T. sont toutes en train de s'agrandir à cause de l'Accord de libre-échange.

* * *

LA FERMETURE DE LA BASE DE SUMMERSIDE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, huit long mois se sont écoulés depuis que le gouvernement a annoncé la fermeture de la base des Forces canadiennes à Summerside. Entre-temps, l'économie du comté de Prince et, en fait, de toute l'Île-du-Prince-Édouard est gravement atteinte, comme le ministre des Finances l'a déjà signalé.

Ma question s'adresse au premier ministre. Vu que lui et son Cabinet ont eu huit mois pour respecter leur engagement de faire sentir la présence concrète du gouvernement fédéral afin de remplacer la base militaire de Summerside, est-il disposé à faire une annonce aujourd'hui, après s'être entretenu avec le premier ministre Joe Ghiz?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président. . .

Des voix: Dites oui, tout simplement.

M. Mulroney: Monsieur le Président, les libéraux posent des questions, mais ils refusent que quelqu'un réponde. Voilà le problème des libéraux.

Je reçois le premier ministre Ghiz cet après-midi. Si j'ai quelque chose à annoncer, je le ferai à cette occasion ou plus tard, à un moment approprié.

M. McGuire: Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la ministre associée de la Défense nationale. Vu que les pêcheries de l'Atlantique sont en pleine crise et que l'élimination du 880^e Escadron va aggraver la situation—l'élimination de l'escadron de *Trackers* va entraîner la disparition de la moitié de nos effectifs de surveillance aérienne—, la ministre pourrait-elle encourager son déprimé collègue des Pêches et ordonner le plein rétablissement du 880^e Escadron de *Trackers* ou, au moins, son rétablissement partiel, car les pêcheries de l'Atlantique ont besoin de ce service plus que jamais auparavant? La ministre est-elle disposée à contribuer à atténuer cette crise?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale): Certes, monsieur le Président, le député sait que le ministère de la Défense nationale va continuer à fournir ces services au moyen des avions *Aurora* et des avions *Arcturus* qu'il vient d'acheter et qui seront disponibles d'ici quelque temps.